Quatre-vingt-troisième année. — N° 202. Le Numéro : 12 francs. Mercredi 29 Août 1951.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Débats de l'Assemblée nationale	Débats du Conseil de la République	Débats de l'Assemblée de l'Union française	Avis et Rapports du Conseil économique	ÉDITION COMPLÈTE		
Compte Chèque postal : 9063.13, Paris	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et France d'outre-mer .	3.450	1.800	950	800	600	400	250	5.000	2.800	1.600
Etranger	6.600	3.400	1.750	2.100	1.600	800	450	12.500	6.550	3.500

L'Edition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

L'Edition COMPLÈTE comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

Présidence du conseil.

INFORMATION

Arrêtés du 27 août 1951 portant nomination des membres du cabinet du ministre et délégations de signature (p. 9122).

Ministère de la justice.

Décret n° 51-1047 du 27 août 1951 relevant le taux de compétence des conseils de prud'hommes en Tunisie (p. 9123).

Décret du 27 août 1951 plaçant un greffier en congé de longue durée (p. 9123).

Extrait des minutes du greffe de la cour de cassation du 21 juin 1951 (affaire Nadji-Mabrouki) (p. 9123).

Ministère des affaires étrangères.

Citation à l'ordre de la Nation (p. 9123).

Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (rectificatifs) (p. 9123).

Ministère de la défense nationale.

Arrêté du 9 août 1951 concernant une régie d'avances (p. 9124).

Arrêté portant acceptation de démission (école nationale supérieure de l'aéronautique) (p. 9124).

Arrêtés portant nominations et titularisations (corps spécial de la poste aux armées et études et fabrications d'armement) (p. 9124).

Décisions portant attribution de brevet et de certificats (armée de mer) (p. 9124).

Tableau d'avancement, pour l'année 1950, des secrétaires administratifs de la direction des études et fabrications d'armement et *décision* portant nominations (p. 9124).

Liste des infirmiers nommés élèves officiers d'administration de réserve du service de santé militaire (p. 9124).

Liste d'admission à l'école polytechnique (concours de 1951) (p. 9124).

Liste d'admission à l'école des officiers d'administration de la marine en 1951 (p. 9126).

Ministère de l'éducation nationale.

Décrets du 27 août 1951 portant nomination d'un inspecteur général de l'instruction publique, d'un chargé de mission d'inspection générale, d'un inspecteur et d'une inspectrice de l'académie de Paris (p. 9126).

Décret n° 51-1025 portant règlement d'administration publique, modifiant le décret n° 49-902 du 8 juillet 1949, définissant les statuts particuliers de certains personnels de l'éducation nationale (rectificatif) (p. 9126).

Arrêté du 8 août 1951 relatif au certificat d'aptitude au professorat langues vivantes (option espagnol) dans les écoles nationales professionnelles et collèges techniques (p. 9126).

Arrêté fixant les indemnités de caisse et de responsabilité allouées à diverses agents comptables (rectificatif) (p. 9126).

Liste des candidats admis à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg (p. 9126).

Liste par école des élèves ayant obtenu le diplôme d'enseignement commercial supérieur (rectificatif) (p. 9127).

Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Décret du 27 août 1951 prorogeant la concession du chemin de fer de Chauny à Saint-Gobain et modifiant les conditions d'exploitation de ladite concession (p. 9127).

Décret du 27 août 1951 prononçant le transfert de concession du chemin de fer du Creusot au canal du Centre (p. 9127).

Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Décret du 27 août 1951 autorisant l'expropriation de terrains nécessaires à l'aménagement de la dérivation de la Colagne dans la Truyère (département de la Lozère) (p. 9127).

Arrêté du 28 août 1951 portant délégation de signature (p. 9127).

Ministère de l'agriculture.

Décret du 27 août 1951 autorisant la chambre d'agriculture du Loiret à contracter un emprunt (p. 9127).

Décret du 27 août 1951 portant déclaration d'utilité publique de l'installation des services de la chambre d'agriculture du Loiret dans un immeuble sis à Orléans (p. 9127).

Ministère de la France d'outre-mer.

Décret n° 51-1018 du 27 août 1951 portant répartition de la deuxième contribution supplémentaire des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer au service financier de la caisse de retraites (année 1951) (p. 9128).

Décret du 27 août 1951 portant reclassement d'un administrateur de la France d'outre-mer (p. 9128).

Ministère du travail et de la sécurité sociale.

Arrêté du 21 août 1951 portant création d'une section départementale de conciliation dans le département de la Vienne (p. 9129).

Arrêtés des 22 et 24 août 1951 approuvant les statuts et la fusion de sociétés mutualistes (p. 9129).

Arrêté portant nomination d'un membre de la commission régionale de conciliation compétente pour la 3e circonscription de l'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre (p. 9129).

Arrêté portant nomination de membres de la commission supérieure des conventions collectives (p. 9129).

Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

Décret du 20 août 1951 portant délégations de signature (p. 9128).

Arrêtés des 20 et 21 août 1951 relatifs à l'établissement de modificatifs aux projets de reconstruction et d'aménagement de communes (p. 9128).

Arrêtés portant nominations et titularisations (administration centrale et services extérieurs) (p. 9128).

Ministère de la santé publique et de la population.

Décret du 27 août 1951 rapportant un décret de déchéance de la nationalité française (p. 9129).

Arrêtés portant nominations et affectations (hôpitaux psychiatriques) (p. 9130).

Ministère des postes, télégraphes et téléphones.

Arrêtés portant nominations, titularisations, mutation, détachements et acceptation de démission (administration centrale et services extérieurs) (p. 9130).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Assemblée nationale. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Vérification des pouvoirs. — Nomination d'un vice-président de l'Assemblée nationale. — Modifications aux listes électorales des membres des groupes. — Nomination de membres de commissions. — Convocations de commissions et de la conférence des présidents. — Réunions de commissions (p. 9130).

Conseil de la République. — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Nomination de membres de commissions générales et d'organismes extra-parlementaires. — Démission d'un sénateur. — Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques. — Convocations de commissions. — Réunions de commissions (p. 9133).

INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.). — Nomination de rapporteur. — Réunions de commissions du mardi 28 août 1951. — Annulation et convocation de commission (p. 9134).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

MINISTÈRES DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU BUDGET

Avis aux importateurs et aux exportateurs. Cinquante-troisième liste des personnes physiques et morales auxquelles l'agrément de commissionnaire en douane a été soit accordé, soit retiré, en vertu des dispositions de l'article 87 du code des douanes (p. 9135).

Annonces (p. 9136).

DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

N° 112 A. N.

Assemblée nationale. — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 28 août 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 6531).

N° 58 C. R.

Conseil de la République. — Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 28 août 1951. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 2115).

DEBATS DE L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

(PUBLICATION SPÉCIALE VENDUE SÉPARÉMENT)

N° 37

Compte rendu *in extenso* des débats du mardi 28 août 1951 (p. 739).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DU CONSEIL

INFORMATION

Cabinet du ministre.

Le ministre de l'information,

Vu le décret du 11 août 1951 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels,

Arrête:

Art. 1er. — Sont nommés au cabinet du ministre de l'information:

Directeur du cabinet.

M. Pierre Riedinger, inspecteur au Crédit national.

Conseillers techniques.

M. François Ortoli, inspecteur des finances.

M. Claude Mercier, ingénieur en chef de la radiodiffusion.

Chef de cabinet.

M. Jacques Gouault, docteur en droit.

Chefs adjoints de cabinet.

Mme Renée Djabri, M. Robert Tromelin.

Attaché parlementaire.

M. Joseph Poli.

Art. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet à compter du 11 août 1951, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

ROBERT BURON.

Délégations de signature.

Le ministre de l'information,

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 11 août 1951 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 27 août 1951 portant nominations au cabinet du ministre de l'information,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation permanente est donnée à M. Pierre Riedinger, directeur du cabinet, et à M. Jacques Gouault, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'information tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

ROBERT BURON.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Citation à l'ordre de la Nation.

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, le Gouvernement cite à l'ordre de la Nation:

Le médecin général Alexandre Ribollet, mort en terre étrangère le 7 juin 1951: médecin français au service du gouvernement yéménite, a, par son dévouement, sauvé de nombreuses vies humaines et conquis l'estime de l'Imam et des populations locales. Grâce à l'énergie et aux qualités d'organisateur dont il a fait preuve au cours de sa mission, il laisse au Yémen une œuvre qui fait honneur à la France.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Décrets portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Rectificatif au *Journal officiel* du 22 août 1951: page 8961, 1re colonne, 27e et 47e ligne, rétablir le texte de la façon suivante: « ...dans l'exercice de ses hautes fonctions ».

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 51-1047 du 27 août 1951 relevant le taux de compétence des conseils de prud'hommes en Tunisie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères,

Vu la loi du 19 avril 1939 portant institution de conseils de prud'hommes en Tunisie, et notamment l'article 12, aux termes duquel: « Les modifications aux taux de la compétence des conseils de prud'hommes fonctionnant dans la métropole pourront être étendues à la Tunisie par décrets rendus en la forme de règlements d'administration publique »;

Vu l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont rendus applicables à la Tunisie les articles 3 et 4 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945 relatifs aux taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale.

Art. 2. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le garde des sceaux, ministre de la justice,
EDGAR FAURE.
Le ministre des affaires étrangères,
SCHUMAN.

Décret du 27 août 1951 plaçant un greffier en congé de longue durée.

Par décret en date du 27 août 1951, M. Kebir Mohammed, greffier de chambre à la cour d'appel d'Alger, est placé en congé de longue durée pour une première période de six mois, à compter du 20 août 1950, et pour une seconde période de six mois, à compter du 20 février 1951.

Cour de cassation.

AFFAIRE NADJI-MABROUKI

Extrait des minutes du greffe de la cour de cassation du 21 juin 1951.

Au nom du peuple français,

La cour de cassation a rendu l'arrêt suivant:

Sur le réquisitoire du procureur général près la cour de cassation, d'ordre du garde des sceaux, ministre de la justice, tendant à la cassation et à l'annulation, par application des articles 443 et suivants du code d'instruction criminelle, d'un jugement rendu le 11 juin 1947 par le tribunal militaire du quartier général du commandement français en Allemagne, qui a condamné sous le nom de Mabrouki Slimane, le soldat Nadji Mohammed, à trois ans de prison pour désertion à l'étranger en temps de guerre et port illégal de galons;

La cour:

Attendu que par jugement du 11 juin 1947, le tribunal militaire du quartier général du commandement en chef français en Allemagne, a prononcé une condamnation à trois années d'emprisonnement pour désertion à l'étranger, en temps de paix et port illégal d'insignes de grade, contre Mabrouki Slimane, alors qu'il était incorporé comme soldat à la 451e compagnie de C. O. M. A. en vertu d'un engagement souscrit le 25 mars 1946;

Attendu que postérieurement audit jugement il a été établi que cet engagement avait été souscrit frauduleusement par un certain Nadji Mohammed sous le nom et l'état civil de Mabrouki Slimane dont il s'était procuré le livret militaire;

Attendu qu'un jugement rectificatif en date du 27 juillet 1949, a déclaré que la décision susvisée du 11 juin 1947 s'appliquait en réalité à Nadji Mohammed;

Attendu qu'en application des dispositions de l'article 20 de l'instruction ministérielle du 15 février 1933, relative aux engagements des indigènes nord-africains résidant en France, l'engagement frauduleusement contracté par Nadji Slimane a été déclaré nul et résilié par décision du ministre de la défense nationale en date du 4 novembre 1949;

Attendu que la désertion n'est pas seulement une infraction à la discipline militaire; qu'elle est surtout la violation soit du contrat d'engagement soit de l'obligation qui est imposée par la loi à tout individu appelé à faire son service militaire, de continuer à servir;

Que l'élément essentiel de cette infraction est la légalité de l'incorporation et son caractère obligatoire;

Qu'il suit de là que Nadji, à raison de la nullité de son engagement ne pouvait être légalement poursuivi et condamné pour désertion;

Que la décision du ministre de la défense nationale constitue un fait nouveau au sens de l'article 443 du code d'instruction criminelle; qu'il y a donc lieu d'annuler le jugement de ce chef, et que cette annulation ne laisse rien subsister qui puisse, au point de vue d'un fait de désertion, être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne doit être prononcé du chef de désertion;

Mais attendu, en ce qui concerne le délit de port illégal d'insignes de grade, que quelque fut la régularité ou l'irrégularité de son incorporation, Nadji était par le fait, soldat à la 451e compagnie du C. O. A. M. qu'il y était porté sur les contrôles, recevait la solde et se trouvait assujetti aux exercices et à la discipline de ce corps; que dès lors, il était par suite de service effectif, justiciable des tribunaux militaires pour les délits et les crimes qu'il pouvait commettre étant en activité de service;

Qu'aucun autre tribunal non militaire n'aurait été compétent pour la répression du délit purement militaire susvisé;

Par ces motifs:

Casse et annule le jugement du 11 juin 1947 du tribunal militaire du quartier général du commandement en chef français en Allemagne, en ce qui concerne le délit de désertion, ensemble la procédure suivie contre Nadji, l'ordre d'informer et l'ordre de mise en jugement;

Dit qu'il n'y a lieu à renvoi du chef de désertion;

Et en ce qui concerne le délit de port illégal d'insignes de grade, renvoie Nadji devant le tribunal militaire d'Alger;

Ordonne l'affichage et la publication du présent arrêt conformément à la loi;

Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, qu'il sera transcrit sur les registres du greffe du tribunal militaire du quartier général du commandement en Allemagne et que mention sera faite en marge ou à la suite du jugement annulé partiellement.

Ainsi jugé et prononcé par la cour de cassation, chambre criminelle, en audience publique du 21 juin 1951.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Régie d'avances.

Par arrêté du 9 août 1951, la régie d'avances instituée auprès de l'entrepôt de l'armée de l'air n° 601 est transférée de Châteauroux (Indre) à Châteaudun (Eure-et-Loir), nouveau lieu d'implantation de l'établissement.

Ce transfert a eu lieu à la date du 1er août 1951.

Ecole nationale supérieure de l'aéronautique.

Par arrêté du 21 août 1951, la démission de M. Durouchoux (Olivier), chef de travaux de 3e classe de l'école nationale supérieure de l'aéronautique, a été acceptée pour compter du 3 août 1951.

Corps spécial de la poste aux armées.

Par arrêté du 10 août 1951, sont nommés et appelés à l'activité dans le corps spécial de la poste aux armées, aux grades d'assimilation spéciale ci-après, à compter du 1er juillet 1951:

Au grade de sous-chef de section de 1re classe (lieutenant).

MM.

Bataille (Marcel), inspecteur des postes, télégraphes et téléphones, Paris-Montparnasse.

Heride (André), inspecteur des postes, télégraphes et téléphones, Richelieu (Indre-et-Loire).

Peyres (Paul), inspecteur des postes, télégraphes et téléphones, Saint-Brieuc.

Roque (Jules), inspecteur des postes, télégraphes et téléphones, Marseille-Chèques.

Etudes et fabrications d'armement.

Par arrêté en date du 30 juillet 1951, les agents de la direction des études et fabrications d'armement dont les noms suivent sont nommés à l'emploi de secrétaire administratif créé par le décret n° 50-113 du 20 janvier 1950 et titularisés dans le grade correspondant, à compter du 1er janvier 1950:

MM.

Giraud (Pierre), agent administratif, atelier de construction de Roanne.

Vallet (Clovis), agent administratif, atelier de construction de Lyon.

Doerner (Charles), agent administratif, atelier de construction d'Issy-les-Moulineaux.

Attribution de brevet.

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine en date du 22 août 1951, le brevet d'officier de transmissions est accordé à M. le lieutenant de vaisseau de Rougé (A.-M.-E.-E.).

Attribution de certificats.

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine en date du 22 août 1951, et conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 juin 1949 et de la dépêche ministérielle du 10 septembre 1949, le certificat de parachutiste est attribué, à compter du 1er juillet 1951, aux officiers désignés ci-dessous:

M. le lieutenant de vaisseau Costagliola (F.).

M. l'enseigne de vaisseau de 1re classe Prunet (J.-P.-M.).

M. l'enseigne de vaisseau de 1re classe Sabatier (G.-J.-E.).

M. l'enseigne de vaisseau de 1re classe Ternoir (A.).

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine en date du 22 août 1951 et conformément aux prescriptions de l'instruction du 9 février 1935 (*B. O. M.*, vol. n° 46), le certificat de pilote de l'aéronautique navale est attribué, à compter du 1er août 1951, à M. l'enseigne de vaisseau de 1re classe de réserve Mousset (G.-J.).

Tableau d'avancement de classe, pour l'année 1950, des secrétaires administratifs de la direction des études et fabrications d'armement.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) en date du 30 juillet 1951, les secrétaires administratifs de 2e classe dont les noms suivent sont inscrits au tableau d'avancement pour la 1re classe de leur grade:

MM.

1 Libreau (Firmin), manufacture nationale d'armes de Châtellerault.

2 Berger (Michel), atelier de construction de Lyon.

NOMINATIONS

Les secrétaires administratifs de 2e classe dont les noms suivent, inscrits au tableau d'avancement valable pour l'année 1950, arrêté par le secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre) à la date du 30 juillet 1951, après avis de la commission administrative paritaire centrale compétente, sont promus au 1er échelon de la 1re classe de leur grade à compter du 1er janvier 1950:

M. Libreau (Firmin), manufacture nationale d'armes de Châtellerault.

M. Berger (Michel), atelier de construction de Lyon.

Liste des infirmiers nommés élèves officiers d'administration de réserve du service de santé militaire à compter du 27 août 1951.

MM.

Souppe (Jean), 8e S. I. M.
Conte (Jean), 661e S. I. M.
Rancillon (André), 8e S. I. M.
Leblanc (André), 8e S. I. M.
Coureu (Pierre), 661e S. I. M.
Pottier (Raymond), 3e S. I. M.
Laugier (Jean), 7e S. I. M.
Boutet (Jean), 4e S. I. M.
Lutran (Pierre), 661e S. I. M.
Gaumont (Jean), 661e S. I. M.
Nouret (Jacques), 2e S. I. M.
Aubertein (Robert), 6e S. I. M.
Lemaire (Jacques), 661e S. I. M.
Venant (Henri), 661e S. I. M.
Cancel (Roger), 661e S. I. M.
Verone (Jacques), 2e S. I. M.
Mavratil (Jean), 661e S. I. M.
Bonnet (Palmyre), 2e S. I. M.
Studer (Jacques), 6e S. I. M.
Sirchis (Jean), 661e S. I. M.
Roblin (Jacques), 1re S. I. M.
Baron (Raymond), 661e S. I. M.
Bigot (Jacques), 661e S. I. M.
Emmonot (Robert), 661e S. I. M.
Sultan (Raphaël), 10e S. I. M.
Baudry (Jacques), 3e S. I. M.
Susset (Claude), 4e S. I. M.
Olivier (Jean), 1re S. I. M.
Herzberg (Marcel), 661e S. I. M.
Huguenin (Michel), 661e S. I. M.
Pelissier (Ferdinand), 7e S. I. M.
Dugain (Gilbert), 5e S. I. M.
Fleuriot de Langle (Guy), 661e S. I. M.
Revol (Pierre), 8e S. I. M.
Digonnet (Claude), 3e S. I. M.
Demane (Jacques), 11e S. I. M.
Bertholdy (Noël), 8e S. I. M.
Dithurbide (François), 5e S. I. M.
Diapede (Jean), 9e S. I. M.
Driot (Jean-Claude), 661e S. I. M.
Beliphante (Albert), 661e S. I. M.
Roehur (René), 6e S. I. M.
Gauthier (Bernard), 661e S. I. M.
Barraud (Roger), 661e S. I. M.
Bonnot (André), 8e S. I. M.
Dabert (Marc), 8e S. I. M.
Alvarado (Emmanuel), 8e S. I. M.
Didelin (Jacques), 661e S. I. M.
Revenu (Robert), 661e S. I. M.
Avramoglou (Roland), 661e S. I. M.
Viallaneix (Marcel), 4e S. I. M.
Wyts (Jean), 661e S. I. M.
Dereux (Claude), 2e S. I. M.
Duros (François), 6e S. I. M.
Scarpellini (Joseph), 9e S. I. M.
Belhoux (Roger), 9e S. I. M.
Joncour (Alain), 661e S. I. M.
Le Fur (Alain), 661e S. I. M.
Garseau (Robert), 661e S. I. M.

Liste d'admission à l'école polytechnique (concours de 1951).

Par arrêté du 20 août 1951:

Sont nommés élèves de l'école polytechnique (concours 1951), d'après l'ordre de la liste de classement établie par le jury d'admission institué par l'article 12 du décret du 4 octobre 1930:

1 Carle (Rémy-Louis).
2 Barroux (Jean-Maurice-Renaud).
3 Lachaize (Michel).
4 Ruty (Michel-Jean-Raymond).
5 Senouillet (Gérard-Claude).
6 Curvale (Jean-Louis-Henri).
7 Allegre (Maurice-Marie-Michel).
8 Meau (Yves-Jean).
9 Bounin (Paul-François-Jacques-Hepburn).
10 Koch (Louis-Alfred).
11 Brun (Claude-Michel-Eugène-Roger).
12 Chambron (Etienne-Jacques).
13 Sulzer (Henri-Guy).
14 Stora (Raymond-Félix).
15 Sicard (Fernand-Lucien-André).
16 Cau (Georges-Charles-Paul-Philippe).
17 Beaufils (Jean-Pierre).
18 Corpet (François-Anne-Marie-Henri).
19 Essig (Louis-Charles-Marie-Philippe).
20 Ponroy (Jean-Marie-Gérard).
21 Gillieron (Philippe-Lucien).
22 Camares (Yves-François-Louis).
23 Dacosta (Yves-Bertrand-Julien).
24 Worbe (Paul-Bernard-Marie-Robert).
25 Gire (Gabriel-Marie-Elie).
26 Abraham (Claude).
27 Puech (Louis-Gabriel).
28 Schaefer (Dominique).
29 Nozières (Philippe-Pierre-Gaston-François).
30 Peres (Emile-Roger).
31 Segond (Pierre-François).
32 Baudoin (Jean).
33 Girard (Yves-Etienne-René).
34 Guerin (Georges-Joseph-Michel).
35 Julier (Emile-Gustave-André).
36 Brignon (Charles-René).
37 Leveau (Michel-Louis-Marcel).
38 Defontaines (Charles-Marcel-Joseph).
39 Legrand (Pierre-Ernest-Marcel).
40 Colleau (Jean-André).
41 Despres (Henri-Alain-Marcel).
42 Fouesnant (Louis-Constant-Albert).
43 Menoret (Maurice-Julien-Alexis).
44 Garraux (Pierre-Albert-François).
45 Smithson (David-John).
46 Caillaud (Philippe-Marie-Jacques-Alfred).
47 Pichon (Pierre-Gabriel-Marie).
48 De Savignac (André-Louis-Paul).
49 Caire (Jean-Paul-Bernard).
50 Quinio (Jean-Pierre).
51 Vanroyen (Robert-Edmond-Amédée).
52 Wolf (Bernard-Michel).
53 Willm (Christian-Paul).
54 Renard (Bruno-Edmond-Marie).
55 Lespine (Jean).
56 Fourcaud (Yves).
57 Portier (Marc-André).
58 Durollet (Alain-Raoul-Louis).
59 Loucheur (Jean-Claude).
60 Goutard (Michel-Claude-Charles).
61 Mills (Jean-Daniel-Moïse).
62 Rousset (André).
63 Mulatier (Gilles-Jacques-Bernard-Clément).
64 Barancy (Michel).
65 Bineau (Michel-Jacques-Marie).
66 De La Morinière (Benoît-Marie).
67 Mercier (Henri-Marcel-Paul-Emile).
68 Gueraud (Jean-Paul-Charles-Adrien).
69 Jousset (Antoine-Marie-Alexandre-Isaac).
70 Tiphine (Paul-Joseph-Marie-Eugène).
71 Ageron (Paul-Marcel-Louis).
72 Lacoste (Henri-Louis-André-Pierre).
73 Bonnet (André-Georges-Audry).
74 Tourre (Jean-Louis).
75 Tronchet (Pierre-Auguste).
76 Lagier (Alain-Roland).
77 Huet (Daniel-Jean-Clément).
78 Salem (Daniel-Guy).
79 Leflaive (Rémy-Jean-Marie).
80 Franck (Gérard-Marx).
81 Drouhin (Jean-Paul-Etienne-Raymond).
82 Lecuve (Gérard-Jean-Paul-Eugène).
83 Citerne (Jean-André).
84 Rastoin (Jean-Marie-Edouard-Gabriel).
85 Mercier (Bernard-Marie-Annick-Joseph-Augustin).
86 Gautier (Alain-François-Emile).
87 Dondoux (Jacques-Marcel).
88 Bremenson (Claude-Henri).
89 Godino (Roger-Jean-Georges).
90 Brunner (Claude-Gaston-Marcel).
91 Basselier (Jean-Jacques).
92 Pillan (Bernard-Pierre-Georges).
93 Benichou (Marcel-Mardochée).
94 Genet (Elie-François).
95 Teste du Baillier (André).
96 Donnet (Jean-Pierre-Louis-Marie).
97 Jeanteur (Robert-Georges-René).
98 Lapillonne (Philippe-Louis).
99 Lesimple (Claude-Jean-Henri).
100 Capel (Jacques-Maurice).
101 Guibé (Gérard-Jules-Marcel).
102 Baudoult-d'Hautefeuille (François-Gérard-Jean-Marie).
103 Robert (Jean-Félix-Irénée).
104 Barthes de Ruyter (Georges-Jean-Marie).
105 Waeselynck (Michel-Yvan-Raymond).
106 Segalen (Jean-Albert).
107 Loridon (Francis-Constant-Louis-Armand-Marie).
108 Sarocchi (Claude-Gabriel-René).
109 Aveline (Michel-Auguste).
110 Guiochon (Georges-André).
111 Eymard (Gérald-Jacques-Marie-Hubert).
112 Etienne (Sylvain-Jean-Louis).
113 Laherrère (Jean-Henri-Louis).
114 Mouchez (Philippe-Marie-Charles-Félix).
115 Maréchal (Charles-Henri-Georges).
116 Dard (Philippe-Charles-André).
117 Perraud (Paul-Marie).
118 Monpetit (Michel-Maurice-Constant-Charles.)
119 Baude (Michel).
120 Fauvarque (Henri-Félix).
121 Bard (Michel).
122 Joffre (Bernard-Jacques-Joseph).
123 Bailly (François-Louis-Paul).
124 Gaudin (Michel-Jean-Henri-Alain).
125 Ferrand (Claude-Camille).
126 Hammerli (Serge-Eugène-Frédéric).
127 Chapouthier (François-Fernand-Claude).
128 Dupuis (Philippe-Raymond).
129 Giraud (Guy-Roger-Raymond).
130 Le Roy (Philippe-Paul-Gabriel).
131 Volatier (Antoine-Claude).
132 Bonnet (Jacques-Henri).
133 Bouvet (Jacques-Marie).
134 Cazaban (Henri-Charles-Guillaume).
135 Langer (Guy).
136 Gambrelle (André-Marcel-Camille).
137 Roger (Philippe-Bertrand-Henri-Michel).
138 Cazin (Jean-Claude-Ernest).
139 Chaverebière de Sal (Alain-Marie-Alfred-Jean).
140 Wiederkehr (François-Xavier-Marie-Jean).
141 Landillon (Louis-Gabriel).
142 Leprince-Ringuet (Dominique-Jean-Félix-Marie-Joseph).
143 Lacaille (Louis-Marie).
144 Jabot (Pierre-Henri-Victor).
145 Arnal (Jean-Antoine).
146 Lau (Pierre-Jean-Emile).
147 Rottner (Jean-Albert).
148 Colonna (Marc-Paul).
149 Haon (Pierre-Armand-Frédéric).
149 *bis* Visocekas (Raphaël).
150 Grach (Pierre-Charles).
151 Clamens (Henri-Paul-Marie-René).
152 Tardy (Jean-François-Pierre).
153 Lozier (François-Louis-Adolphe).
154 Michonneau (Philippe).
155 Alba (Paul-Joseph-Raymond).
156 Simon (Michel-Claude).
157 Brabant (Jean-Claude-Paul).
158 Combes (Jean-Marie-Jacques-Lucien-Pierre).

Sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions imposées par les articles 4 et 13 du décret du 4 octobre 1930, sont en outre, nommés en surnombre élèves de l'école polytechnique, dans l'ordre de classement:

159 Aussel (Jean).
160 Bernanose (Jules-Raymond).
161 Champel (Jacques-Marie-Henri).
162 Jolly (Michel-Louis-François).
163 Henneguy (Jean-Eugène-Edouard).
164 Herz (Bertrand-Pierre-Robert).
165 Plouviez (Paul-Emile-Louis-Emmanuel).
166 Dollon (Bernard-Marie-Joseph).
167 Guillon (Daniel-Maurice).
168 Nelson (Pierre-Philippe).
169 Schrumpf (Bernard-Charles-Edouard).
170 Chauvin (Jean-Marie-Louis-Auguste).
171 Prandi (Erio-Mario).
172 Decoux (Jean-François).
173 Beringer (Gilbert-Georges-Edmond).
174 Grill (Alain-Fernand-Samuel).
175 Godefroy (Jean-Pierre-Auguste-Gaston-Joseph).
176 Delcourt (André-Marie-Marc).
177 Louis (Michel-Lucien-Ernest).
178 Gollion (Jacques-Henri).
179 Terrier (Jacques-Edmond-Marie).
180 Chiquet (Pierre-Marie-Gabriel-Marcel).
181 Froissart (Charles).
182 Ventre (Lucien-Charles-Marcel).
183 Dillard (Gilles-Pierre-Camille).
184 Levy (Francis-Léon).
185 Adam (Henry-Marie-Georges).
186 Lemenestrel (François-Louis-(Hugues).
187 Barbance (Jean-Claude).
188 Munchenbach (Guy-Claude).
189 Desgeorges (Jean-Pierre).
190 Wauters (Jean-Paul-Arthur).
191 De Faget de Casteinau (Paul-Bertrand-René-Lucien).
192 Lanthony (Pierre-Maurice).
193 Guibourg (Jean-Charles-Moïse).
194 De Launet (Michel).
195 Arnaudon (Michel-Jules-Henri).
196 Monet (Roland-Jean-Marie).
197 Burtel (Paul).
198 Laug (Michel-Christian-René-Marie).
199 Coulomb (René-Paul).
200 Belaubre (Gilbert-Claude).
201 Hoffsaes (Daniel-Eugène-Léon).
202 Levy (François-Camille).
203 De L'Estoile (Hugues-Alain-Henri-Mari).
204 Barthas (Guy-Samuel-André).
205 Le Blanc (Roger-Jean).
206 Bois Hardy (Marc-Yves-Marcel-Marius).
207 Dumortier (Jean-André-Marie).
208 Berrogain (Jean-Henri).
209 Thabard (Francis-Pierre).
210 Cambuzat (Jean-Eugène-Jacques).
211 Pommellet (Jacques-Yves).
212 Rabeyroux (Michel-Antoine).
213 Gosselin (André-Pierre-Gabriel).
214 Ehrmann (Richard).
215 Ortolo (Dominique-Marie-(Antoine).
216 Sutton (Daniel).
217 Carrier (Jean-Henri-Louis).
218 Bruneau (Jacques-Jean).
219 Gau (Christian-Henri-José-Marie).
220 Brogard (Joseph).
221 Monnier (Bernard-André-Jules).
222 Naepels (Gérard-Emile-Alfred-Cornil).
223 Le Bourhis (Jean-Louis-Aimé).
224 Chappert (Jean-Lucien-Emile).
225 Lachaume (Pierre-François-Joseph).

Ces candidats devront contracter, avant le 25 septembre 1951, l'engagement:

1° D'inscrire, sur la liste des services demandés par eux, à la sortie de l'école polytechnique, conformément à l'article 52 du décret précité, tous les services offerts, en leur assignant simplement un ordre de préférence;

2° D'accomplir dans celui de ces services qui leur sera attribué, d'après leur rang de sortie, six années au moins de service effectif après leur sortie de l'école polytechnique.

En application du décret n° 47-1314 du 12 juillet 1947 et par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté, l'admission de:

63 Mulatier (Gilles-Jacques-Bernard-Clément);
116 Dard (Philippe-Charles-André);
129 Giraud (Guy-Roger-Raymond);
145 Arnal (Jean-Antoine),
148 Colonna (Marc-Paul);
149 Haon (Pierre-Armand-Frédéric);
160 Bernanose (Jules-Raymond);
162 Jolly (Michel-Louis-François),
163 Henneguy (Jean-Eugène-Edouard);
165 Plouviez (Paul-Emile-Louis-Emmanuel);
171 Grill (Alain-Fernand-Samuel),

est subordonnée à l'engagement que devront prendre les intéressés de rester au service de l'Etat, dans un corps militaire, pendant une durée de six années au moins, après leur sortie de l'école polytechnique.

Le candidat 149 *bis* Visocekas (Raphaël) est admis dans les conditions fixées par l'article 3 du paragraphe *b* du décret du 4 octobre 1930.

Sont nommés élèves de l'école polytechnique, en qualité d'élèves étrangers:

1 Loutfi (Nicolas).
2 Moharram (Chafic).
3 Chueca (Antoine-Marie-Félix).

Les élèves démissionnaires ne seront pas remplacés.

Les élèves nommés recevront, en temps opportun, du général commandant l'école polytechnique toutes instructions utiles.

Liste d'admission à l'école des officiers d'administration de la marine en 1951.

Par décision du secrétaire d'Etat à la marine en date du 21 août 1951, sont admis à l'école des officiers d'administration de la marine (session 1951-1952) à la suite du concours ouvert en 1951:

Branche « Directions de travaux ».

1 Pennec (Jean), secrétaire administratif de 2e classe des directions de travaux.
2 Le Gros (Fernand), secrétaire administratif de 2e classe des directions de travaux.
3 Ercole (Philippe), secrétaire administratif de 2e classe commissariat et santé.

Branche « Comptables des matières ».

1 Huguen (André), maître fourrier.
2 Le Guenno (Marcel), secrétaire administratif de 2e classe des directions de travaux.
3 Le Roux (Jean), premier maître secrétaire.
4 Million (Marcel), maître fourrier.

Branche « Commissariat et santé ».

1 Lemaire (Ange), premier maître fourrier.
2 Gressus (Robert), maître fusilier.
3 Colonna (Antoine), secrétaire administratif de 2e classe comptable des matières.
4 Guillou (Pierre), maître fourrier.
5 Arzel (Olivier), maître fourrier.

La date d'ouverture des cours à l'école des officiers d'administration de la marine à Cherbourg est fixée au 1er octobre 1951.

Les intéressés devront être mis en route sur Cherbourg en temps utile pour se présenter, le 1er octobre 1951 au matin, au commissaire en chef, directeur de l'école.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 27 août 1951 portant nomination d'un inspecteur général de l'instruction publique.

Par décret en date du 27 août 1951, M. Baïssas, chargé de mission d'inspection générale, est nommé inspecteur général de l'instruction publique (physique), en remplacement de Mlle Farenc, décédée (effet financier du 1er octobre 1951).

M. Baïssas conservera en cette qualité les fonctions de directeur adjoint de l'enseignement du second degré.

Décret du 27 août 1951 portant nomination d'un chargé de mission d'inspection générale.

Par décret en date du 27 août 1951, Mme Brunschwig, née Frendenberg, chargée des fonctions d'inspectrice de l'académie de Paris, est nommée chargé de mission d'inspection générale (éducation), en remplacement de M. Baïssas, appelé à d'autres fonctions (effet financier du 1er octobre 1951).

Décret du 27 août 1951 portant nomination d'un inspecteur de l'académie de Paris.

Par décret en date du 27 août 1951, M. Plandé, inspecteur d'académie des départements, est nommé inspecteur de l'académie de Paris, en remplacement de Mme Brunschwig, appelée à d'autres fonctions (effet financier du 1er octobre 1951).

M. Plandé est placé à la disposition du directeur du second degré et chargé de la direction du service des constructions scolaires.

Décret du 27 août 1951 portant nomination d'une inspectrice de l'académie de Paris.

Par décret en date du 27 août 1951, Mlle Courtin, professeur agrégée au lycée Molière, est nommée, en remplacement de M. Plandé, appelé à d'autres fonctions, inspectrice de l'académie de Paris, spécialement chargée des activités relatives au chant choral à l'enseignement ménager, aux colonies de vacances, aux classes nouvelles et aux stagiaires d'enseignement (effet financier du 1er octobre 1951).

Décret n° 51-1025 portant règlement d'administration publique, modifiant le décret n° 49-902 du 8 juillet 1949, définissant les statuts particuliers de certains personnels de l'éducation nationale.

Rectificatif au *Journal officiel* du 12 août 1951: page 8789, 2e colonne, 16e ligne, au lieu de: « ...huitième échelon au 1er janvier 1951 puisse excéder deux années », lire: « ...huitième échelon au 1er janvier 1951 puisse excéder six années ».

Certificat d'aptitude au professorat langues vivantes (option espagnol) dans les écoles nationales professionnelles et collèges techniques.

Par arrêté du 8 août 1951, Mlle Gout (Line) reçoit le certificat d'aptitude au professorat langues vivantes (option espagnol) des écoles nationales professionnelles et collèges techniques à la suite du concours ouvert en mai-juin 1951.

Indemnités de caisse et de responsabilité allouées à divers agents comptables.

Rectificatif au *Journal officiel* du 12 août 1951: page 8790, 2e colonne, 24e ligne, au lieu de: « Caisse nationale des monuments historiques, 14.000 », lire: « Caisse nationale des monuments historiques, 14.400 ».

Liste des candidats admis à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg.

Par arrêté en date du 10 août 1951, les jeunes gens dont les noms suivent sont nommés élèves à l'école nationale d'ingénieurs de Strasbourg, à dater du 1er octobre 1951:

Spécialité architecture.

1 MM. Stroh (Georges).
2 Noël (Daniel).
3 Munsch (Robert).
4 Vagne (Pierre).
5 Brasier (Louis).

Spécialité travaux publics.

1 MM. Couty (Gérard).
2 Labyre (Pierre).
3 Hennequin (André).
4 MM. Bolliet (Michel).
5 Passet (Paul).
6 Ravaux (Jean).
7 Spiquel (Charles).
8 Rigaudias (Hubert)
9 Dumas (Marc).
10 Trosselly (Jacques)
11 Dejean (Yves).
12 Schmitten (André).
13 Eon (Jean-Joseph).
14 Heidet (Jacques).
15 Thomas (André).
16 Ennesser (Gilbert).

Spécialité mécanique.

1 MM. Bonnet (Pierre).
2 Migeot (André).
3 Muron (Alexandre).
4 Gradt (Jean-Paul).
5 Oberle (Georges).
6 Piquerez (Maurice).
7 Gandriaux (Joseph).
8 Bondoerffer (Raymond).
9 Blanc (Maurice).
10 Goussard (Jean).
11 Nizard (Michel).
12 Fis (Claude).
13 Mandras (Christian).
14 Durazzi (Robert).
15 MM. Vallon (Jean).
16 Chauveau (Gérard).
17 Maigret (Jean-Paul).

Spécialité électricité.

1 MM. Lerude (Bernard).
2 Vollerin (Jacques).
3 Schuhler (Jean-Claude).
4 Froehlich (Edouard).
5 Varoqui (Michel).
6 Maujean (Pierre).

Spécialité topographie.

1 MM. Genin (Louis).
2 Schultz (Aristide).
3 Bouche (René).

Liste, par école et par ordre de mérite, des élèves qui ont obtenu le diplôme d'enseignement commercial supérieur à la suite de l'examen de sortie des écoles supérieures de commerce.

(Session juin 1951.)

Rectificatif au *Journal officiel* du 12 août 1951, page 8796, 1re et 2e colonne:

Ecole supérieure de commerce de Lyon.

Lire: « Ranchoux », au lieu de: « Rauchoux ».

Ecole supérieure de commerce de Paris.

Lire: « Forget (Georges) », au lieu de: « Forget ».
Lire: « Bousquet (G.) », au lieu de: « Bousquet ».
Lire: « Bousquet (P.) », au lieu de: « Bousquet ».

Institut d'enseignement commercial supérieur de Strasbourg.

Lire: « Klaeyle », au lieu de: « Klaeyee ».

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décret du 27 août 1951 prorogeant la concession du chemin de fer de Chauny à Saint-Gobain et modifiant les conditions d'exploitation de ladite concession.

Par décret en date du 27 août 1951, est approuvé, pour prendre effet au 10 septembre 1947, l'avenant à la convention du 23 avril 1856 intervenu entre l'Etat, représenté par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et la Société des glaces et produits chimiques de Saint-Gobain, Chauny et Cirey, en vue de proroger la convention de concession du chemin de fer de Chauny à Saint-Gobain.

Est également approuvé le nouveau cahier des charges de la concession.

Décret du 27 août 1951 prononçant le transfert de concession du chemin de fer du Creusot au canal du Centre.

Par décret en date du 27 août 1951, est prononcé le transfert de la Société Schneider et Cie à la Société des forges et ateliers du Creusot de la concession du chemin de fer secondaire d'intérêt général du Creusot au canal du Centre.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

Décret du 27 août 1951 autorisant l'expropriation de terrains nécessaires à l'aménagement de la dérivation de la Colagne dans la Truyère (département de la Lozère).

Par décret en date du 27 août 1951, est autorisée l'expropriation des terrains indiqués sur les tableaux indicatifs et figurant en teinte rose sur les plans parcellaires à l'échelle de 1/2500, tableaux et plans qui resteront annexés au présent décret.

L'expropriation aura lieu suivant la procédure prévue par l'article 59 du décret du 8 août 1935. Elle devra être accomplie dans un délai de deux ans à partir de l'approbation définitive.

Délégation de signature.

Le ministre de l'industrie et de l'énergie,

Vu l'ordonnance du 28 septembre 1944 portant organisation du ministère de la production industrielle;

Vu le décret du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature,

Arrête:

Article unique. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Desrousseaux, directeur des mines et de la sidérurgie, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'industrie et de l'énergie:

1° Les arrêtés d'autorisation d'emploi, en mines grisouteuses et poussiéreuses, de matériels et d'explosifs sur avis de la commission permanente de recherches scientifiques, sur le grisou et les explosifs employés dans les mines;

2° Les approbations de dérogations particulières, les arrêtés de dérogations de caractère général à certaines prescriptions de règlements généraux sur l'exploitation des mines, sur l'avis émis dans chaque cas par le conseil général des mines;

3° Les décisions d'approbation préalable sur les délibérations du conseil d'administration des Charbonnages de France soumises aux conditions fixées à l'article 15 du décret du 16 janvier 1947 fixant le statut de cet établissement;

4° Les décisions d'approbation des délibérations des conseils d'administration des houillères de bassin soumises aux conditions fixées à l'article 15 du décret n° 47-157 du 16 janvier 1947 portant statut des houillères de bassin et modifié par le décret n° 47-1066 du 12 juin 1947 et par le décret n° 48-123 du 23 janvier 1948;

5° Les décisions d'approbation des documents énumérés à l'article 7 du décret n° 47-2437 du 31 décembre 1947 relatif à l'organisation de la Régie des mines de la Sarre;

6° Les arrêtés ou décisions approbatives de dérogations aux règlements sur les appareils à pression de vapeur ou de gaz, les arrêtés portant agrément des générateurs d'acétylène, sur l'avis émis dans chaque cas par la commission centrale des appareils à pression de vapeur ou de gaz.

Fait à Paris, le 28 août 1951.

JEAN-MARIE LOUVEL.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret du 27 août 1951 autorisant la chambre d'agriculture du Loiret à contracter un emprunt.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture, et notamment les articles 33 et 34 de cette loi;

Vu les délibérations en date du 30 novembre 1950 et 29 mai 1951 de la chambre d'agriculture du Loiret;

Vu la délibération du conseil général du Loiret en date du 11 mai 1951,

Décrète:

Art. 1er. — La chambre d'agriculture du Loiret est autorisée à contracter, auprès de la caisse nationale de crédit agricole, un emprunt de six millions de francs au taux de 3 p. 100, remboursable en trente ans, dont l'annuité sera gagée par une hypothèque sur l'immeuble à l'acquisition duquel est destiné le montant de l'emprunt.

Cet emprunt sera garanti par le département du Loiret dans les conditions prévues à la délibération du 11 mai 1951 de son conseil général.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'agriculture,
PAUL ANTIER.

Décret du 27 août 1951 portant déclaration d'utilité publique de l'installation des services de la chambre d'agriculture du Loiret dans un immeuble sis à Orléans.

Par décret en date du 27 août 1951, est déclarée d'utilité publique, en vue de l'installation des services de la chambre départementale d'agriculture du Loiret, l'acquisition par ladite chambre d'un immeuble sis à Orléans, 61, boulevard Alexandre-Martin.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décret n° 51-1048 du 27 août 1951 portant répartition de la deuxième contribution supplémentaire des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer au service financier de la caisse de retraites (année 1951).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, notamment son article 71, portant création de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu le décret du 1er novembre 1928, réglementant la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété, notamment les décrets du 31 décembre 1937 et du 21 avril 1950;

Vu la délibération du conseil d'administration de la caisse de retraites, dans sa séance du 7 juin 1951,

Décrète:

Art. 1er. — Le montant de la deuxième contribution supplémentaire due au service financier de la caisse de retraites pour l'année 1951, par les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, est fixé à 172.859.943 F.

Art. 2. — La répartition de cette somme est fixée ainsi qu'il suit entre ces territoires:

Saint-Pierre et Miquelon	836.929 F.
Nouvelle-Calédonie	4.762.549
Etablissements français de l'Océanie	1.034.793
Afrique occidentale française	76.639.669
Togo	1.363.014
Afrique équatoriale française	11.514.073
Cameroun	4.520.107
Madagascar	71.372.787
Côte française des Somalis	816.022
	172.859.943 F.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la France d'outre-mer,

LOUIS JACQUINOT.

Décret du 27 août 1951 portant reclassement d'un administrateur de la France d'outre-mer.

Par décret en date du 27 août 1951:

Est rapporté l'arrêté n° 141 du 5 décembre 1944 du ministre des colonies infligeant une peine de deux ans de retard à l'avancement à M. Delaye (Maurice).

M. Delaye (Maurice) est reclassé, du seul point de vue de l'ancienneté, administrateur de 2e classe des colonies, pour compter du 1er janvier 1946 au lieu du 1er janvier 1947.

A compter du 1er janvier 1951, M. Delaye (Maurice) est intégré, comme suit, dans la nouvelle hiérarchie du corps des administrateurs de la France d'outre-mer.

Administrateur, 3e échelon (ancienneté conservée: 4 ans 4 mois 27 jours; rappels pour services militaires: 1 an 4 mois 27 jours; total: 5 ans 9 mois 24 jours; indice 525 à titre personnel).

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Décret du 20 août 1951 portant délégations de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature;

Vu le décret n° 47-408 du 6 mars 1947 relatif à l'organisation du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme modifié par les décrets n° 47-1058 du 12 juin 1947, n° 49-357 du 16 mars 1949 et n° 50-1362 du 31 octobre 1950;

Vu le décret du 11 août 1951 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu l'arrêté du 20 août 1951 portant délégation de signature,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hauswirth (Jean), directeur de l'administration générale, délégation est donnée à:

1° M. Connet (Maurice), sous-directeur du personnel, à l'effet de signer au nom du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, dans la limite des attributions du directeur de l'administration générale, tous actes, arrêtés ou décisions ne présentant pas un caractère réglementaire ou de principe;

2° M. Raynard (Emile), sous-directeur de la comptabilité ou, à son défaut, M. Neurreuil (Alfred), chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, toutes ordonnances de payement, de virement et de délégation, tous avis d'ordonnance, toutes pièces justificatives de dépenses, tous ordres de recettes et autres pièces comptables, ainsi que tous titres exécutoires prévus par l'article 54 de la loi du 13 avril 1898 et les arrêtés de débet prévus par la loi du 12 vendémiaire an VIII.

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme,

EUGÈNE CLAUDIUS-PETIT.

Etablissement de modificatifs aux projets de reconstruction et d'aménagement de communes.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 20 août 1951, pris en application de l'article 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et de l'article 22 du décret du 21 juin 1945, modifié, relatif aux projets de reconstruction et d'aménagement des communes sinistrées, l'établissement d'un modificatif au projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de Saint-Vallier-sur-Rhône (Drôme) a été ordonné.

Jusqu'à l'approbation de ce modificatif, les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 23 à 28 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 sont remises en vigueur sur les parties du territoire de cette commune qui font l'objet d'une nouvelle étude d'aménagement

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 21 août 1951, pris en application de l'article 78 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 et de l'article 22 du décret du 21 juin 1945, modifié, relatif aux projets de reconstruction et d'aménagement des communes sinistrées, la revision partielle du projet de reconstruction et d'aménagement de la commune de Crépy-en-Valois (Oise) a été ordonnée.

Jusqu'à l'approbation de ce modificatif, les mesures de sauvegarde qui font l'objet des articles 23 à 28 de la loi d'urbanisme du 15 juin 1943 sont remises en vigueur sur les parties du territoire de cette commune qui feront l'objet d'une nouvelle étude d'aménagement.

Administration centrale.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 10 août 1951, Mlle Perret (Christiane), commis temporaire à l'administration centrale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, est nommée à l'emploi de commis des corps de personnels administratifs titulaires de l'administration centrale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisée dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

Services extérieurs.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 10 juillet 1951, M. Boulan (André), sous-chef de section temporaire (délégation départementale de Seine-et-Oise), est nommé à l'emploi de sous-chef de section des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 7 juillet 1951, M. Petit (André), sous-chef de section temporaire (délégation interdépartementale de Savoie [Haute-Savoie]), est nommé à l'emploi de sous-chef de section des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 22 juin 1951 sont nommés à l'emploi de rédacteur des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisés dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949, les rédacteurs temporaires dont les noms suivent:

NOMS ET PRÉNOMS	DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES ou interdépartementales.
Mme Escolle (Odette)	Alpes-Maritimes.
MM. Giraud (Raymond)	Alpes-Maritimes.
Bertin (Roland)	Belfort (Territoire de), Haute-Saône, Doubs.
Arnier (Henri)	Bouches-du-Rhône.
Mlle Prat (Fanny)	Bouches-du-Rhône.
MM. Gaigon (Adolphe)	Calvados.
Rezard (André)	Cher, Creuse, Indre.
Mme Poudevigne (Camille)	Gard, Lozère.
MM. Basle (Georges)	Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord.
Darracq (Maurice)	Indre-et-Loire.
Dehetre (Pierre)	Marne.
Prugniot (Maurice)	Haute-Marne.
Varnier (Jacques)	Meuse.
Mlle Delcourt (Solange)	Nord.
MM. Le Chevalier (Jean)	Nord.
Gentilhe (Maurice)	Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Landes.
Lejeune (Albert)	Sarthe.
Peche (Marcel)	Sarthe.
Rageot (Robert)	Seine-et-Oise.
Lefebvre (Jacques)	Somme.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 26 février 1951, Mme Boissaud (Renée), vérificateur comptable temporaire (délégation départementale de Seine-Inférieure), est nommée à l'emploi de vérificateur des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisée dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 26 février 1951, M. Michelot (Gabriel), commis temporaire (délégation départementale de Moselle), est nommé à l'emploi de commis des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 10 juillet 1951, M. Decoster (Alphonse), commis temporaire (délégation départementale du Nord), est nommé à l'emploi de commis des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

Par arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme en date du 31 juillet 1951, M. Petit-Pretre (Louis), commis temporaire (délégation interdépartementale du territoire de Belfort, de la Haute-Saône et du Doubs), est nommé à l'emploi de commis des corps de personnels administratifs titulaires des services extérieurs du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme et titularisé dans le grade correspondant à compter du 1er janvier 1949.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Création d'une section départementale de conciliation dans le département de la Vienne.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail;

Vu le décret n° 50-241 du 27 février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 8 de la loi du 11 février 1950 relatif aux commissions nationale et régionales de conciliation,

Arrête:

Art. 1er. — Une section départementale de conciliation est créée dans le département de la Vienne. Elle a son siège à Poitiers et sa compétence s'étend à l'ensemble de ce département.

Art. 2. — La section départementale de Poitiers est présidée par l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la treizième circonscription en résidence à Limoges, ou son représentant.

Art. 3. — Délégation est donnée au préfet de la Vienne pour nommer les membres de la section départementale.

Les représentants des travailleurs seront nommés sur proposition des unions de syndicats de la Vienne affiliées à la Confédération générale du travail, à la Confédération générale du travail-force ouvrière et à la Confédération française des travailleurs chrétiens. Lorsque le conflit examiné concernera la catégorie des cadres, un représentant de cette catégorie, désigné par l'organisation syndicale départementale relevant de la Confédération générale des cadres, sera adjoint aux représentants des salariés.

Art. 4. — Le préfet du département de la Vienne et l'inspecteur divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre de la treizième circonscription sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 21 août 1951.

PAUL BACON.

Approbation des statuts d'une société mutualiste.

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 24 août 1951, ont été approuvés les statuts de la société mutualiste ci-après:

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Caisse de solidarité du personnel de l'A. T. E. (atelier de fabrication de Toulouse) n° 31-636, à Toulouse.

Fusion de sociétés mutualistes.

DÉPARTEMENT DU NORD

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 22 août 1951, a été approuvée la fusion de la société mutualiste dite La Jeunesse prévoyante, n° 59-1085, à Marcoing, avec la société mutualiste dite La Mutuelle cambrésienne n° 59-1057, à Cambrai.

Commission régionale de conciliation compétente pour la 3e circonscription de l'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre.

Par arrêté du 21 août 1951, est nommé membre suppléant de la commission régionale de conciliation compétente pour la 3e circonscription d'inspection divisionnaire du travail et de la main-d'œuvre, en qualité de membre du conseil de préfecture:

M. Hauss, en remplacement de M. Guinet.

Commission supérieure des conventions collectives.

Par arrêté du 27 août 1951:

Est nommé membre titulaire de la commission supérieure des conventions collectives, en qualité de représentant des employeurs (petites et moyennes entreprises): M. Laraque (confédération générale des petites et moyennes entreprises), en remplacement de M. Saintigny.

Est nommé membre suppléant de la commission supérieure des conventions collectives, en qualité de représentant des employeurs (petites et moyennes entreprises): M. Arbey (confédération des petites et moyennes entreprises), en remplacement de M. Pinet.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Décret du 27 août 1951 rapportant un décret de déchéance de la nationalité française.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu les articles 98, 99, 100, 121, 122 et 123 du code de la nationalité française;

Vu les décrets des 24 décembre 1945 et 16 janvier 1947;

Vu le décret du 3 mai 1947 portant déchéance de la nationalité française du sieur Krebs (Eliezer-Klemens);

Sur l'avis conforme du conseil d'Etat en date du 24 juillet 1951,

Décrète:

Art. 1er. — Le décret du 3 mai 1947 est rapporté en tant qu'il prononçait la déchéance de la nationalité française du sieur KREBS (Eliczer-Klemens), né le 28 avril 1902 à Rzessov (Pologne), naturalisé Français par décret du 26 novembre 1933.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 1951.

R. PLEVEN.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la santé publique et de la population,

PAUL RIBEYRE.

Hôpitaux psychiatriques.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Baron, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, chargé de l'intérim des fonctions de médecin chef à l'hôpital psychiatrique de Quimper (Finistère), est nommé médecin chef de service au quartier psychiatrique des hospices d'Aurillac (Cantal), en remplacement de Mme le docteur Bonnafous-Serieux, appelée à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Collier, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, est nommé médecin chef à l'hôpital psychiatrique de Quimper (Finistère) (poste créé).

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Joubert, chargé à titre intérimaire des fonctions de médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique de Prémontré (Aisne), est affecté en qualité de médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique privé faisant fonction d'hôpital psychiatrique public de Cayssiols (Aveyron), en remplacement de M. le docteur Martin, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Lambert, chargé à titre intérimaire des fonctions de médecin chef de service au quartier psychiatrique de l'hôpital-hospice de Pontorson (Manche), est nommé médecin chef à cet établissement, à compter du 5 janvier 1951, en remplacement de M. le docteur Mabon, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Marguery, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, est nommé médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique départemental de Fains-les-Sources (Meuse), en remplacement de M. le docteur Gurtler, mis en disponibilité sur sa demande.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Millon, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, est nommé médecin chef de la colonie familiale de Dun-sur-Auron (Cher), en remplacement de M. le docteur Duc, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Vaneecloo, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, est nommé en qualité de médecin chef de service à l'hôpital psychiatrique privé faisant fonction d'hôpital psychiatrique public de Plouguernevel (Côtes-du-Nord), en remplacement de M. le docteur Cornavin, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Lacaton, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, est mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour être affecté à un hôpital psychiatrique d'Algérie.

Par arrêté en date du 22 août 1951, M. le docteur Roger, reçu au concours du médicat des hôpitaux psychiatriques du 25 juin 1951, est mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour être affecté à un hôpital psychiatrique d'Algérie.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Administration centrale.

Par arrêté du 22 août 1951, a été acceptée, à compter du 1er août 1951, la démission de Mlle Chartreux, contrôleur, précédemment en disponibilité.

Services extérieurs.

Par arrêtés du 22 août 1951:

A été mis à la disposition du gouverneur général de l'Algérie, en vue de son affectation à Oran: M. Hamelin, directeur départemental à Rouen.

A été nommé receveur hors classe à Mézières-R. P. et titularisé dans le grade correspondant: M. Philippe, receveur de 1re classe à Guingamp.

A été nommé inspecteur principal à Poitiers-Services postaux et titularisé dans le grade correspondant: M. Basile, administrateur de 3e classe.

Par arrêtés du 23 août 1951:

Ont été chargés, avec leur grade et leur traitement actuels, sans frais de mission, des fonctions de chef de centre de 2e classe:

A Aurillac-Télégraphe et téléphone: M. Lasserre, chef de section à Nîmes.

A Alès-Télégraphe et téléphone: M. Lejeune, receveur de 3e classe à Courville-sur-Eure.

A Cherbourg-Télégraphe et téléphone: M. Cassagne, inspecteur rédacteur à Agen.

Ont été mis à la disposition du ministre de la France d'outre-mer pour une période maximum de cinq ans, pour servir dans le cadre général des transmissions coloniales, respectivement en Afrique occidentale française et au Cameroun, à partir du 1er septembre 1951, les inspecteurs adjoints désignés ci-après:

M. Vesseron, de Versailles, Assemblée de l'Union française.

M. Bannes, de Paris-Téléphone.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

ANNÉE 1951

Ordre du jour du mercredi 29 août 1951.

A neuf heures trente. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Proclamation, par suite de vacance, d'un membre de l'Assemblée de l'Union française.

2. — Scrutin public à la tribune sur la question préalable opposée par M. Edouard Depreux à la discussion du projet de loi (n° 735) et de la lettre rectificative (n° 798) au projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale). (N°s 825-878. — M. Simonnet, rapporteur.)

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mercredi 29 août 1951.

N° 513. — Proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi aggravant les pénalités à l'encontre de ceux qui portent des inscriptions sur les chaussées des routes, les arbres qui les bordent, les murs et clôtures, les rochers et autres monuments naturels (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 517. — Proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 685-2 du code général des impôts fixant les droits d'enregistrement des baux ruraux (renvoyée à la commission des finances).

N° 519. — Proposition de loi de M. Triboulet ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919 (renvoyée à la commission des pensions).

N° 522. — Proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 11 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 580. — Proposition de résolution de M. Ségelle tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la profession des visiteurs médicaux (renvoyée à la commission de la famille).

N° 592. — Proposition de loi de M. Guiguen tendant à accorder d'urgence au comité national d'entr'aide aux familles des marins péris en mer la somme de 100 millions de francs (renvoyée à la commission des finances).

N° 596. — Proposition de résolution de M. Rincent tendant à inviter le Gouvernement à remplacer le régime de la ristourne sur les carburants par celui de la distribution d'un carburant agricole spécial à un prix relativement bas (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 605. — Proposition de résolution de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence un décret portant règlement d'administration publique en vue du payement du pécule des déportés et internés politiques qualifiés par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 (renvoyée à la commission des pensions).

N° 777. — Proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à dissoudre immédiatement la commission d'étude pour l'ensemble des problèmes scolaires (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 806. — Proposition de loi de M. Boisdé tendant à permettre aux débiteurs de la sécurité sociale de bonne foi de s'acquitter de leurs dettes avec termes et délais sans succomber sous des pénalités qui anéantiraient leurs entreprises tout en les rendant insolvables à l'égard des tiers (renvoyée à la commission du travail).

N° 812. — Proposition de loi de M. Boisdé tendant à établir un régime de contentieux différent pour les débiteurs d'intérêts de retard à l'égard de la sécurité sociale suivant qu'il s'agit de débiteurs de bonne foi partiellement défaillants ou au contraire de fraudeurs totalement en infraction (renvoyée à la commission du travail).

N° 823. — Proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à accorder plus libéralement les crédits bancaires normaux, notamment pour l'escompte d'effets de commerce, aux professionnels dont l'activité économique se trouve dans la dépendance de matières premières dont les cours mondiaux ont subi depuis quelques mois des fluctuations importantes (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 828. — Proposition de résolution de M. Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de tout impôt le montant des revenus professionnels ne dépassant pas la rémunération correspondant au salaire national interprofessionnel minimum garanti pour la durée légale du travail (renvoyée à la commission des finances).

N° 871. — Proposition de résolution de M. Soustelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret déterminant le montant d'une allocation compensatrice des augmentations de loyers, prévu par l'article 74 de la loi des finances n° 51-598 du 24 mai 1951 (renvoyée à la commission de la justice).

N° 872. — Proposition de loi de M. de Gracia tendant à modifier la situation fiscale des ostréiculteurs et la taxation des produits ostréicoles (renvoyée à la commission des finances).

N° 876 (2). — Rapport de M. Simonnet, au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi tendant à instituer un compte spécial du Trésor.

N° 877 (1). — Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée (M. Cristofol) (renvoyée à la commission des immunités parlementaires).

N° 878 (1) (2). — Avis de M. de Léotard, au nom de la commission de l'éducation nationale, sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale).

N° 879. — Proposition de loi de M. Isorni tendant à modifier l'article 444 du code d'instruction criminelle relatif aux demandes en revision et aux indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires (renvoyée à la commission de la justice).

N° 882. — Proposition de résolution de M. Quinson tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de parer à l'augmentation du prix du pain (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 883. — Proposition de résolution de M. Jacques Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence les conditions dans lesquelles le statut militaire sera appliqué au personnel des formations militaires féminines (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 884. — Proposition de loi de M. Soustelle tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 concernant les droits des combattants volontaires de la résistance et déportés et internés de la résistance (renvoyée à la commission des pensions).

N° 885. — Proposition de loi de M. Quinson concernant les sommes allouées aux communes de la Seine en 1942 et 1943, sous le titre « Moyen d'équilibre » (renvoyée à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.
(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 28 août 1951.

Vérification des pouvoirs.

Dans sa séance du mardi 28 avril 1951, l'Assemblée nationale a validé les pouvoirs de M. Aujoulat, député du Cameroun.

Nomination d'un vice-président de l'Assemblée nationale.

Dans sa séance du mardi 28 août 1951, l'Assemblée nationale a proclamé M. André Mutter vice-président, en remplacement de M. Paul Ribeyre, démissionnaire.

Modifications aux listes électorales des membres des groupes.

GROUPE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE ET SOCIALISTE DE LA RÉSISTANCE

Substituer à la signature :

« *Le président du groupe,* « PIERRE CHEVALLIER »,

la signature :

« *Le président du groupe,* « FRANÇOIS MITTERRAND ».

GROUPE DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

Substituer à la signature :

« *Le président du groupe,* « TEMPLE »,

la signature :

« *Le président du groupe,* « CHASTELLAIN ».

GROUPE RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL SOCIALISTE

Substituer à la signature :

« *Le président du groupe,* « DELCOS »,

la signature :

« *Le président du groupe,* « YVON DELBOS ».

Nomination de membres de commissions.

Dans sa séance du 28 août 1951, l'Assemblée nationale a nommé :

1° MM. Bengana (Mohamed) et Guichard membres de la commission des affaires économiques en remplacement de MM. Massot (Marcel) et Gavini;

2° MM. Schneiter, Daladier (Edouard), Gaborit et Aumeran membres de la commission des affaires étrangères en remplacement de MM. de Chevigné, Mayer (René) (Constantine), Marie (André) et La Chambre (Guy);

3° M. Bourdelles membre de la commission des boissons en remplacement de M. Delcos;

4° MM. André Mon'eil (Finistère), André Mutter, Fredet (Maurice) et Deboudt (Lucien), membres de la commission de la défense nationale en remplacement de MM. de Chevigné, Bruyneel, Jacquinot (Louis) et Montel (Pierre) (Rhône);

5° MM. Joseph Guitton (Vendée) et Ducos membres de la commission de l'éducation nationale en remplacement de MM. André Mutter et Gaborit;

6° M. Massot (Marcel) membre de la commission de la famille, de la population et de la santé publique en remplacement de M. Bengana (Mohamed);

7° MM. Massot (Marcel), Faggianelli, Mitterrand et La Chambre (Guy) membres de la commission des finances en remplacement de MM. Gaillard, Hugues (Emile) (Alpes-Maritimes), Chevallier (Pierre) et Laniel (Joseph);

8° MM. Denis (Alphonse) (Haute-Vienne) et Garet (Pierre) membres de la commission de la justice et de législation en remplacement de Mme Brunet et de M. Courant (Pierre);

9° MM. Martinaud-Déplat, Becquet et Delœuf membres de la commission de la marine marchande et des pêches en remplacement de MM. Marie (André), Courant (Pierre) et Gavini;

10° MM. Morève et Delpuf membres de la commission des pensions en remplacement de MM. Ducos et Deboudt (Lucien);

11° M. Genton membre de la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en remplacement de M. Delcos;

12° M. Estèbe membre de la commission des territoires d'outre-mer en remplacement de M. Temple;

13° M. André (Adrien) (Vienne) membre de la commission du travail et de la sécurité sociale en remplacement de M. Morice;

14° M. Coudert membre de la commission des immunités parlementaires en remplacement de M. de Moro-Giafferri;

15° M. Isorni membre de la commission des moyens de communication et du tourisme en remplacement de M. Laurens (Camille) (Cantal).

Nomination de membres de commissions extraparlementaires.

Dans sa séance du 28 août 1951, l'Assemblée nationale a nommé:

1° M. Arbeltier pour la représenter au sein du conseil supérieur de la mutualité;

2° MM. Couinaud, Ségelle et Viatte pour la représenter au sein du conseil supérieur de la sécurité sociale;

3° M. Bouxom pour la représenter au sein de la commission des allocations familiales;

4° MM. Becquet et Boisdé pour la représenter au sein du comité de contrôle du fonds d'encouragement de la production textile;

5° MM. Bapst et Briot pour la représenter au sein du comité de contrôle du fonds forestier national.

Commission de l'éducation nationale.

Séance du vendredi 24 août 1951.

Présents. — MM. Baudry d'Asson (de), Bèche (Emile), Billères, Binot, Boutavant, Cognot, Deixonne, Delachenal, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Faraud, Flandin (Jean-Michel), Gau, Guérard, Kir, Lacombe, Mme Lempereur, M. Léotard (de), Mlle Marzin, MM. Michaud (Louis) (Vendée), Montgolfier (de), Pierrard, Prelot, Priou, Raingeard, Rincent, Thibault, Vals (Francis), Zodi Ikhia.

Suppléants. — M. Couinaud (de M. Halleguen), M. Degoutte (de M. Gaborit), Mme Estachy (de M. Césaire), M. Furaud (de M. Pasteur Vallery-Radot), M. Gilliot (de M. Schmittlein), Mme Grappe (de M. Giovoni), M. Guitton (Joseph) (de M. Mutter), M. Mancey (de M. Signor), M. Méhaignerie (de M. Velonjara), M. Penoy (de M. Nazi-Boni), M. Renaud (de M. Montillot), M. Saint-Cyr (de M. Tony Revillon), M. Samson (de M. Bourgeois), M. Solinhac (de M. Viatte), M. Verneuil (de M. Salah Menouar).

Commission de l'agriculture.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Aubin (Jean), Billat, Briot, Castera, Charpentier, Deliaune, Florand, Ihuel, Laborbe, Mme Laissac, MM. Lalle, Lambert, Laplace, Legendre, Lucas, Paternot, Pelleray, Pinvidic, Prigent (Tanguy), Sesmaisons (de), Thomas (Alexandre) (Côtes-du-Nord), Tricart, Verneuil.

Commission de l'éducation nationale.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Baudry d'Asson (de), Billères, Binot, Boutavant, Deixonne, Delachenal, Mlle Dienesch, MM. Faraud, Gau, Lacombe, Mme Lempereur, M. Léotard (de), Mlle Marzin, MM. Michaud (Louis) (Vendée), Montgolfier (de), Montillot, Nazi-Boni, Prelot, Raingeard, Rincent, Vals (Francis), Viatte.

Suppléants. — M. Barrier (de M. Zodi Ikhia), M. Bayrou (de M. Flandin), M. Billat (de M. Giovoni), M. Bricout (de M. Priou), M. Cayeux (de M. Thibault), M. Chastellain (de M. Kir), M. Cristofol (de M. Cogniot), M. Deliaune (de M. Schmittlein), M. Faggianelli (de M. Tony Revillon), Mme Grappe (de M. Pierrard), M. Guitton (Joseph) (de M. Mutter), Mme Laissac (de M. Doutrellot), M. Lalle (de M. Guérard), M. Laplace (de M. Gaborit), M. Legendre (de M. Pasteur Vallery-Radot), M. Gabriel Paul (de M. Signor), M. Pelleray (de M. Bourgeois), M. de Sesmaisons (de M. Halleguen), M. Sion (de M. Bèche), M. Taillade (de M. Velonjara), M. Turines (de M. Salah), M. Védrines (de M. Césaire).

Commission de la famille, de la population et de la santé publique.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Barbier, Barrot, Charret, Christiaens, Conombo, Fredet (Maurice), Frugier, Grousseaud, Lacaze, Mme de Lipkowski, MM. Olmi, Plantevin, Mmes Poinso-Chapuis, Prin, Rabaté, M. Raingeard, Mme Roca.

Excusés. — MM. Cayeux, Cordonnier, Mazuez, Rougier.

Commission de l'intérieur.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Ballanger (Robert) (Seine-et-Oise), Blachette, Cadi (Abd-el-Kader), Cartier (Gilbert) (Seine-et-Oise), Cordonnier, Delmotte, Dezarnaulds, Dommergue, Genton, Guthmuller, Quilici (Oran), Quinson (Antoine) (Seine), Mme Sportisse, MM. Tirolien, Valle (Jules), Véry (Emmanuel).

Suppléants. — MM. Halbout (de M. Solinhac), Serafini (de M. Mondon).

Convocations de commissions

La commission des affaires économiques se réunira le mercredi 29 août 1951, à quinze heures (local de la commission n° 263):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 207) de M. Frédéric-Dupont tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier;

La proposition de loi (n° 258) de M. Villard portant organisation de l'artisanat;

La proposition de loi (n° 564) de MM. Mutter et Crouzier tendant à modifier la loi relative à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire versée par l'Etat polonais par suite des nationalisations;

La proposition de résolution (n° 500) de M. Francis Leenhardt invitant le Gouvernement à saisir l'Assemblée d'une réforme fiscale de l'artisanat;

La proposition de résolution (n° 780) de M. André Hugues invitant le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de faire baisser le prix de la viande.

II. — Demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de MM. Desgranges, Vendroux et Nocher invitant le Gouvernement à abolir les droits de douane sur les filés de coton et nomination d'un rapporteur.

III. — Désignation d'un candidat appelé à représenter l'Assemblée au sein du conseil supérieur des alcools.

IV. — Discussion du rapport de Mme Poinso-Chapuis sur le rapport (n° 496) repris de la précédente législature et relatif au contrôle des ententes professionnelles.

La commission de l'intérieur se réunira le mercredi 29 août 1951, à seize heures (local de la commission n° 207):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 200) de M. Gilbert Cartier tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adduction d'eaux;

La proposition de loi (n° 298) de M. Pierre Montel relative aux conditions de dégagement des cadres de fonctionnaires;

La proposition de loi (n° 299) de M. Pierre Montel relative aux inhumations dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés;

La proposition de résolution (n° 537) de M. Frédéric-Dupont relative à l'embauchage, dans les administrations, des femmes seules de plus de cinquante ans;

La proposition de loi (n° 540) de M. Prelot tendant à modifier la loi du 2 janvier 1907 sur l'exercice public des cultes;

La proposition de loi (n° 556) de M. Signor relative à la bonification des intérêts attachés aux titres remis aux sinistrés non prioritaires;

La proposition de résolution (n° 562) de M. de Salvre tendant à surseoir à l'appel des réservistes agricoles en Afrique du Nord jusqu'au 1er novembre 1951.

II. — Nomination d'un rapporteur, en remplacement de M. Mondon, pour la proposition de loi (n° 65) de M. Delcos tendant à la titularisation d'une catégorie de fonctionnaires.

III. — Examen des rapports:

De M. Cordonnier sur l'avis (n° 25) du Conseil de la République sur le projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives;

De M. Dezarnaulds, sur la proposition de résolution (n° 83) de M. Pierre Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la non-reconduction du décret du 11 septembre 1931 déclarant d'utilité publique le projet d'adduction des eaux du val de Loire à la ville de Paris.

IV. — Questions diverses.

La commission de la production industrielle se réunira le mercredi 29 août 1951, à dix heures (local de la commission n° 261):

I. — Nomination de rapporteurs pour:

La proposition de loi (n° 236) de M. Gabriel Roucaute relative à la gratuité du transport du charbon pour les mineurs;

La proposition de loi (n° 315) de M. Camphin sur le droit au travail des anciens mineurs;

La proposition de résolution (n° 361) de M. Védrines relative aux mines de l'Allier;

La proposition de loi (n° 560) de M. Muller instituant une majoration pour enfants par la sécurité sociale des mineurs;

La proposition de loi (n° 237) de M. Gabriel Roucaute modifiant l'article 158 du décret sur la sécurité sociale dans les mines;

La proposition de loi (n° 529) de M Mancey tendant à modifier l'article 106 du décret sur la sécurité sociale dans les mines;

La proposition de loi (n° 530) de M. Mancey sur les comités d'entreprises de mines et minières;

La proposition de loi (n° 710) de M. Armengaud, sénateur, tendant à accroître la production de l'énergie électrique;

La proposition de loi (n° 723) de M. Armengaud, sénateur, sur les rapports commerciaux entre Electricité de France et les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation.

II. — Communication du président sur la proposition de résolution (n° 819) de MM. Ramonet et Coulon tendant à la création d'une commission temporaire de coordination.

III. — Questions diverses.

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission des boissons le mercredi 29 août 1951, à dix heures (local de la commission n° 232):

Nomination d'un membre du conseil supérieur des alcools.

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence constituée conformément à l'article 31 du règlement (vice-présidents de l'Assemblée, présidents des commissions et présidents des groupes de 14 membres au moins) est convoquée par M. le président pour le mercredi 29 août 1951, à onze heures, dans les salons de la présidence.

Réunions de commissions du mercredi 29 août 1951.

3e bureau: examen des opérations électorales, à quinze heures. — Local n° 208.

4e bureau: examen des opérations électorales, à quatorze heures quinze. — Local n° 207.

Commission des affaires économiques, à quinze heures. — Local n° 263.

Commission des boissons, à dix heures. — Local n° 232.

Commission de la défense nationale, à dix heures. — Local n° 213.

Commission des finances, à neuf heures trente. — Local de la commission.

Commission de l'intérieur, à seize heures. — Local n° 207.

Commission de la justice et de législation, à quatorze heures trente. — Local n° 250.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à seize heures. — Local n° 211.

Commission de la production industrielle, à dix heures. — Local n° 264.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, à quinze heures. — Local n° 249.

Commission des territoires d'outre-mer, à quinze heures. — Local n° 254.

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

ANNÉE 1951

Ordre du jour du mercredi 29 août 1951.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vérifications de pouvoirs.

2e bureau.

Département de la Gironde: proclamation de M. Milh, en remplacement de M. Lucien de Gracia, démissionnaire. (M. Razac, rapporteur.)

Département du Finistère: proclamation de M. Le Bot, en remplacement de M. Pinvidic, démissionnaire. (M. Jean Guiter, rapporteur.)

5e bureau.

Département de la Seine: proclamation de MM. Jean Guiter, Deutschmann et Jean Fleury, en remplacement, respectivement, de M. Pierre de Gaulle, le général Corniglion-Molinier et Bernard Lafay, démissionnaires. (M. François Schleiter, rapporteur.)

6e bureau.

Département de Seine-et-Oise: proclamation de MM. Pidoux de la Maduère et Namy, en remplacement, respectivement, de MM. André Diethelm et Demusois, démissionnaires. (M. Lelant, rapporteur.)

2. — Vote du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, concernant la procédure de codification des textes législatifs relatifs aux instruments monétaires et aux médailles (nos 443 et 575, année 1951, — M. Litaise, rapporteur.) (*Sous réserve qu'il n'y ait pas débat*.)

3. — Discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux (nos 270 et 605, année 1951. — M. François Dumas, rapporteur; et n° , année 1951. — Avis de la commission des finances. — M. Jacques Masteau, rapporteur.)

Les billets portant la date dudit jour et valables pour la journée comprennent:

1er *étage*. — Depuis M. Reynouard, jusques et y compris M. Siaut.

Tribunes. — Depuis M. Sid-Cara Chérif, jusques et y compris M. Avinin.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le mercredi 29 août 1951.

N° 603. — Avis de M. Saller sur la proposition de loi portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement des régions comprises entre Rhône et océan.

N° 617. — Rapport de M. Lodéon sur la proposition de loi portant organisation du département de la Guyane.

N° 621. — Rapport de Mme Marie-Hélène Cardot sur la proposition de loi tendant à attribuer un contingent de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la résistance.

Nomination de membres de commissions générales.

Dans sa séance du 28 août 1951, le Conseil de la République a nommé:

M. Bernard (Georges) membre de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), en remplacement de M. Valle (Jules).

M. Gadoin (Jacques) membre de la commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie), en remplacement de M. Cornu.

M. Marcou membre de la commission de la presse, de la radio et du cinéma, en remplacement de M. Valle (Jules).

M. Restat membre de la commission de la presse, de la radio et du cinéma, en remplacement de M. Cornu.

M. Landry membre de la commission de la famille, de la poulation et de la santé publique, en remplacement de M. Lafay (Bernard).

M. Pidoux de La Maduère membre de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre, en remplacement de M. Bourgeois.

M. Debû-Bridel membre de la commission de la presse, de la radio et du cinéma, en remplacement de M. Corniglion-Molinier.

M. Estève membre de la commission de l'éducation nationale, des beaux arts, des sports, de la jeunesse et des loisirs, en remplacement de M. Bourgeois.

M. Serrure membre de la commission de l'éducation nationale, des beaux arts, de la jeunesse et des loisirs, en remplacement de M. Totolehibe.

Nomination de membres d'organismes extraparlementaires.

Dans sa séance du 28 août 1951, le Conseil de la République a nommé:

MM. Héline et Maupeou membres de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) (application de l'article 4 du décret du 2 mai 1951).

M. Rogier membre du comité directeur du fonds de progrès social de l'Algérie (application du décret n° 50-269 du 4 mars 1950), en remplacement de M. Valle (Jules).

M. Lionel-Pélerin membre de la commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de radiodiffusion vers l'étranger (application de l'arrêté interministériel du 14 février 1951), en remplacement de M. Corniglion-Molinier.

Démission d'un sénateur.

Dans sa séance du 28 août 1951, le Conseil de la République a pris acte de la démission de M. Ou Rabah Abdelmadjid, sénateur du département de Constantine (2e collège).

Modification aux listes électorales des membres des groupes politiques.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DES GAUCHES RÉPUBLICAINES ET DE LA GAUCHE DÉMOCRATIQUE.

Apparentés aux termes de l'article 16 du règlement.

(9 membres au lieu de 10.)

Supprimer le nom de M. Ou Rabah Abdelmadjid.

Commission des finances.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Alric, Berthoin (Jean), Bolifraud, Courrière, Debû-Bridel (Jacques), Litaise, Jacques Masteau, Primet, Roubert (Alex), Walker (Maurice).

Excusé. — M. de Montalembert.

Commission des pensions (pensions civiles et militaires et victimes de la guerre et de l'oppression).

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — Mme Cardot (Marie-Hélène), MM. Gatuing, Namy, Ternynck, Yver (Michel).

Excusés. — MM. Glauque, Jézéquel, de Montullé, Radius, Rotinat.

Suppléants. — M. Héline (de M. Maupoil), M. Le Basser (de M. Gadoin), M. Sarrien (de M. Manent).

Commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 539, année 1951).

(Nommée le 28 août 1951.)

1er bureau: M. Léger. — 2e bureau: M. Tharradin. — 3e bureau: M. Barret (Charles). — 4e bureau: M. Pidoux de la Maduère. — 5e bureau: M. Bertaud. — 6e bureau: M. Lelant.

Convocations de commissions.

La commission de la famille, de la population et de la santé publique se réunira le mercredi 29 août 1951, à dix-huit heures (local n° 207):

I. — Rapport de M. Dubois sur la proposition de loi (n° 489, année 1951) relative aux pensions civiles et militaires des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes.

II. — Rapport de M. N'Joya sur le projet de loi (n° 442, année 1951) relatif à l'introduction dans les départements d'outre-mer de certaines lois sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée.

III. — Désignation du rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 445, année 1951) relative au transfert au Panthéon du corps du professeur Hyacinthe Vincent.

IV. — Questions diverses.

Rectificatif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission de la France d'outre-mer le mercredi 29 août 1951, à seize heures trente (local n° 215):

Supprimer le premier paragraphe de l'ordre du jour.

(Le reste sans changement.)

La commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale, Algérie) se réunira le mercredi 29 août 1951, à dix heures (local n° 221):

Examen de la position prise par la commission des finances du Conseil de la République sur le projet de loi (n° 270, année 1951) portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux.

La commission des moyens de communication, des transports et du tourisme se réunira le jeudi 30 août 1951, à neuf heures trente (local n° 202):

I. — Désignation d'un membre de la commission devant représenter le Conseil de la République à la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux (en remplacement de M. de Gracia).

II. — Examen du rapport de M. Lodéon sur le projet de loi (n° 441, année 1951) relatif à la classification des aérodromes de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française.

III. — Questions diverses.

Additif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission du travail et de la sécurité sociale le mercredi 29 août 1951, à neuf heures quarante-cinq (local n° 213):

III. — Examen de la proposition de loi (n° 614, année 1951) prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers.

La commission de six membres chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (n° 539, année 1951) (nommée le 28 août 1951) est convoquée pour se constituer le jeudi 30 août 1951, à onze heures (local n° 207).

Réunions de commissions du mercredi 29 août 1951.

Commission de l'agriculture, à quatorze heures trente. — Local n° 214.

Commission de la famille, de la population et de la santé publique, à dix-huit heures. — Local n° 207.

Commission de la France d'outre-mer, à seize heures trente. — Local n° 215.

Commission de l'intérieur, à dix heures. — Local n° 221.

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à neuf heures quarante-cinq. — Local n° 202.

Commission de la production industrielle, à seize heures. — Local n° 274.

Commission du travail et de la sécurité sociale, à neuf heures quarante-cinq. — Local n° 213.

INFORMATIONS

RELATIVES

A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour du jeudi 30 août 1951.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Vote de la proposition de M. Gaudart tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans les Etablissements français de l'Inde la limite d'âge prévue par le décret du 7 avril 1938, pour l'exercice des fonctions de notaire (sous réserve qu'il n'y ait pas débat). (Nos 60 et 190, année 1951. — M. Alfred Rour, rapporteur.)

2. — Vérification des pouvoirs, deuxième bureau, élection par l'Assemblée nationale de MM. Gorse et Margueritte, en remplacement de MM. Boutbien et Savary. — (Mme Marianne Verger, rapporteur.)

3. — Discussion: *a*) de la proposition de M. le colonel Bichon et des membres du groupe Union métropole outre-mer (indépendants) tendant à inviter le Gouvernement à rechercher sous quelle forme et dans quelle mesure le condominium des Nouvelles-Hébrides pourrait bénéficier de l'effort fait par la métropole pour l'équipement et la modernisation des territoires d'outre-mer de l'Union française; *b*) de la proposition de MM. Bidet, Boutbien, Alduy, Charnay, Mme Lefaucheux, MM. Nguyen Van Ty, de Peretti, Georges Riond, Rosenfeld, Omer Sarraut, Ton That Can, Vignes tendant à demander au Gouvernement d'établir un plan conjoint d'équipement et de modernisation industrielle et agricole pour les Nouvelles-Hébrides, ou, à défaut, un plan en faveur des activités du ressort de l'administration française. (Nos 177, 301, année 1950, et 196, année 1951. — M. Louis Delmas, rapporteur, et n° 214, année 1951. — Avis de la commission des relations extérieures. — M. Le Brun-Kéris, rapporteur, et n° 217, année 1951. — Avis de la commission des affaires économiques. — M. Gaignard, rapporteur.)

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.).

Dans sa séance du 28 août 1951, l'Assemblée de l'Union française a nommé MM. Griaule et Julien membres de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.).

Nomination de rapporteur.

2e bureau.

Mme Marianne Verger a été nommée rapporteur des opérations électorales de l'Assemblée nationale concernant MM. Georges Gorse et Charles Margueritte.

Commission des affaires culturelles.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Ahmed Kotoko, Bégarra, Griaule, Scelles, Kemajou, Mlle Le Ber, Mme Malroux, M. Raphaël-Leygues.

Excusés. — MM. Bui-The-Phuc, Cianfarani.

Suppléants. — M. Griaule (de M. Bilavarn), Mme Malroux (de M. Bidet), Mlle Le Ber (de M. Jousselin), M. Scelles (de M. Gervain), M. Julien (de M. Messaï ben Taïeb), M. Bégarra (de M. Sar Diawar).

Commission des affaires économiques.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Aubert, Gaignard, Montrat, Tran Thien Vang.

Excusés. — MM. Boussenot, Charlier, Ebédé, Egretaud, Georges, Giard, Gueye Momar Djim, Laforest, Léon Robert, Lhuillier, Meyer, Mignot, Mitterrand, Nguyen Huu Thuan, Piéri, Reverbori, Sim Var, Souvannavong Pheng, Tétau, Thémis, Vanier.

Suppléants. — M. Aubert (de M. Rosfelder), M. Gaignard (de M. Schmitt), M. le général Delmas (de M. René Moreux), M. Montrat (de M. Polycarpe), M. Tran Thien Vang, (de M. Tran Van Thi).

Commission de l'agriculture, de l'élevage, des chasses, des pêches et des forêts.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Bonda, Cazelles, Le Guénédal, Le Van Dinh, Mademba (Racine), Monnet, Nguyen Khac Su, Ouedraogo (Bougouraoua), Roulleaux-Dugage, Schock.

Suppléants. — M. Cazelles (de M. Gueye Momar Djim), M. Guyard (de M. Costes), M. Mademba Racine (de M. Belabed), M. Monnet (de M. Kemajou), M. Rosenfeld (de M. Ebédé).

Commission du plan, de l'équipement et des communications.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — M. Alduy, Mlle Allemandi, MM. Borrey, Egretaud, Georges, Jacobson, Nguyen Van Ty, Reverbori, Schock, Sylvestre.

Excusés. — MM. Ahmed Kotoko, Bilavarn, Charlier, Cianfarani, Curabet, Dadet, Delmas, Gaudart, Georget, Gueye Momar Djim, Junillon, Léon, Meyer, Riond, Tétau, Touré.

Suppléants. — M. Jacobson (de M. Moreux), M. Schock (de M. Schmitt), M. Sylvestre (de M. Longuet).

Commission des relations extérieures.

Séance du mardi 28 août 1951.

Présents. — MM. Alduy, Bidet, Esnault, Le Brun-Kéris, Michalet, Nguyen Huy Laï, Nguyen Khac Su, Rosenfeld, Sarraut (Omer), Vignes.

Absents. — Mlle Autissier, MM. Boubou Hama, Buu Kinh, Coubeche Saïd Ali, Feix, Lautissier, Moullec, Naroun, Oudard, Pann Yung, Savi de Tové, Souvannavong Ouret.

Excusé. — M. Georges Riond.

Suppléants — MM. Alduy (de M. Soppo Priso), Bidet (de M. Gorse), Le Brun-Kéris (de Mme Lefaucheux), Vignes (de M. de Pereiti), Omer Sarraut (de Mme Marianne Verger), Michalet (de M. Ramampy), Nguyen Huy Laï (de M. Nguyen Van Ty).

Assistait en outre à la séance. — M. le général Delmas, rapporteur de la commission de la défense de l'Union française.

Annulation et convocation de commission.

La réunion de la commission des relations extérieures prévue pour le mercredi 29 août 1951, à quatorze heures trente, est annulée et reportée au jeudi 30 août 1951, à quatorze heures quarante-cinq (local n° 217).

Examen des amendements sur la proposition (n° 301, année 1950) relative à un plan d'équipement et de modernisation pour les Nouvelles-Hébrides.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministères des finances et des affaires économiques et du budget.

Avis aux importateurs et aux exportateurs.

CINQUANTE-TROISIÈME LISTE DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES AUXQUELLES L'AGRÉMENT DE COMMISSIONNAIRE EN DOUANE A ÉTÉ SOIT ACCORDÉ, SOIT RETIRÉ, EN VERTU DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 87 DU CODE DES DOUANES

1° *Personnes physiques auxquelles l'agrément est accordé.*

736 (1) Morvan (Christian), fils, Saint-Malo (2). — Saint-Malo et Dinard-Pleurtuit (3).
737 Riche (Madeleine), veuve Jarreau, Valenciennes. — Jeumont.
738 Puech (Marcel), Lyon. — Lyon.
739 Olivier (Jeanne), veuve Tual, le Havre. — Le Havre.

2° *Personnes morales auxquelles l'agrément est accordé.*

2907 (1) Société à responsabilité limitée Etablissements Jules Krumeich, Strasbourg (2). — Strasbourg (3).
2908 Société à responsabilité limitée Société gravelinoise de manutention et de transit, Dunkerque. — Gravelines.
2909 Société en nom collectif Vallaeys (Raymond) et Cie, Lille. — Halluin.
2910 Société en nom collectif Bosteels (Aimé) et Cie, Lille. — Halluin, Tourcoing et Risquons-Tout.
2911 Société à responsabilité limitée Comptoir du Centre-Ouest, Nantes. — Tours.
2912 Société anonyme Docks de Bourgogne et Entrepôts de la Côte-d'Or réunis, Besançon. — Dijon.
2913 Société à responsabilité limitée Auguste Henriot, Besançon. — Morteau, Col-France et les Pargots.
2914 Société à responsabilité limitée Agence maritime Fernand Babian, Bordeaux. — Bordeaux.
2915 Société à responsabilité limitée Aigle-Azur, Paris. — Paris, Bordeaux, Marignane, Lyon et Nice (seulement pour le trafic assuré par les appareils de la société).
2916 (1) Société anonyme Comptoir général de transit et de surveillance, Rouen (2). — Rouen (3).
2917 Société anonyme Maison Victor Le Tourneur, Paris. — Le Havre.
2918 Société à responsabilité limitée Agence havraise de transit et de transports maritimes, le Havre. — Le Havre.
2919 Société à responsabilité limitée Picard et Smitka, Marseille. — Marseille.
2920 Société à responsabilité limitée Agence française de transit G. Amram et P. Courage, Marseille. — Marseille.
2921 Société en nom collectif et en commandite simple (ancienne maison Malissard frères et Cie) Malissard frères, Savarzeix et Cie, Paris. — Marseille et Rouen.
2922 Société à responsabilité limitée Express Delivery et Cie, Paris. — Paris (pour les bagages seulement).
Agrément provisoire. — Société à responsabilité limitée Parèdes et Cie, Bayonne. — Hendaye.

3° *Personnes physiques auxquelles l'extension d'agrément est accordée.*

546 (1) Bettenfeld (Jean-Pierre), Metz (2). — Thionville (4).
577 Le Roux (Pierre), Saint-Malo. — Loctudy.
710 Savelli (Dominique), Agence coloniale, Marseille. — Toutes opérations de douane.
711 Ravel (Henri), Agence Suffren, Marseille. — Toutes opérations de douane.

4° Personnes morales auxquelles l'extension d'agrément est accordée.

2295 (1) Société anonyme La Loire fluviale, Nantes (2). — Saint-Nazaire (4).
2329 Société en nom collectif Merigot et Cie, Rouen. — Sète.
2494 Société anonyme Société générale de surveillance, Marseille. — Lyon.
2502 Société anonyme Transit et transports Gabriel Farault, Rouen. — Honfleur.
2526 Société anonyme Etablissements Fumex, Lyon. — Marseille.
2544 Société anonyme Thomas Meadows et Cie, Paris. — Paris.
2875 Société à responsabilité limitée Union commerciale, Lille. — Dunkerque.

5° Personnes physiques auxquelles l'agrément est retiré.

73 (1) Krumeich (Jules), Strasbourg (2). — Constitution d'une société.
316 Morvan (Christian), Saint-Malo. — Décédé.
392 Bosteels (Aimé), Lille. — Constitution d'une société.
480 Croze (Amédée), Nice. — En ce qui concerne Nice (5) et Menton (6).
532 (2) Borsu (Jean), Charleville. — En ce qui concerne Ecouviez (5) (6).
606 Vallaeys (Raymond), Lille. — Constitution d'une société.
638 Henriot (Augusie), Besançon. — Constitution d'une société.
655 Queguiner (Jean), Rouen. — Constitution d'une société.
688 Marquart (Aline-Claire), épouse Grimal, Transports Tapponnier, Chambéry. — En ce qui concerne Etrembières (5) (6).
Agrément provisoire. — Paredes (Antonio), Bayonne. — Constitution d'une société.

6° Personnes morales auxquelles l'agrément est retiré.

2080 (1) Société anonyme Société de manutention et de transports internationaux. — Dunkerque (2) (6).
2122 Société anonyme Lloyd Rhénan. — Strasbourg (6).
2295 Société à responsabilité limitée La Touche père et fils. — Nantes (6).
2372 Société à responsabilité limitée Maison Le Tourneur, le Havre. — Société dissoute.
2412 Société Mory et Cie, Boulogne. — En ce qui concerne Strasbourg (5) (6).
2601 Société à responsabilité limitée Jules Riche et Cie, Valenciennes. — Société dissoute.
2620 Société à responsabilité limitée Agence maritime et transports F. Babian, Bordeaux. — Renonciation.
2660 Société anonyme Docks, entrepôts et magasins généraux de Tours, Nantes. — Renonciation.
2691 Société à responsabilité limitée Georges Helminger et Cie, Mulhouse. — En ce qui concerne Strasbourg (5) (6).
2728 Société anonyme Transports internationaux F. Perignon, Paris. — En ce qui concerne Strasbourg (5) (6).

(1) Numéro du registre matricule.
(2) Direction des douanes de rattachement.
(3) Bureaux de douane pour lesquels l'agrément est accordé.
(4) Bureaux de douane pour lesquels l'extension d'agrément est accordée.
(5) Bureaux de douane pour lesquels l'agrément est retiré.
(6) Application des dispositions de l'article 1er du décret du 5 avril 1947.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,
JEAN REYMOND.

COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

Derniers cours cotés en Bourse	27 août — Cours relevés après Bourse	DEVISES	28 août 1951 — Cours relevés avant Bourse	28 août 1951 — Cours cotés en Bourse
349 95	.... ..	Etats-Unis (1 dollar)...	.... ..	349 95 .....
703 25	.... ..	Belgique (100 francs)..	.... ..	703 375.....
1223 50	.... ..	Portugal (100 escudos).	.... ..	1223 50 .....
8062 50	8062 50	Suisse (100 francs).....	.... ..	8065 .. ..
163 60	.... ..	Côte Fse des Somalis (100 f. Djib.).....	.... ..	....
330 80	.... ..	Canada (1 dollar).....	.... ..	330 80 .....

ANNONCES

Les annonces sont reçues à l'AGENCE HAVAS, 62, rue de Richelieu, Paris
COMPTE CHÈQUE POSTAL 1.011.00, PARIS
et dans ses succursales des départements.

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

SOCIETE DES PRODUITS AZOTES

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 400 MILLIONS DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉS
SIÈGE SOCIAL: 3, RUE LA BOÉTIE, PARIS
R. C.: Seine 137408.

MM. les porteurs d'obligations 4 1/4 0/0 1942 de 5.000 F sont informés que la société ayant usé de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission de ses obligations a procédé par voie de rachat en Bourse à l'amortissement prévu pour le 1er septembre 1951.
En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.
Les titres amortis antérieurement ont été remboursés en totalité.

AVIS DIVERS

COMPAGNIE des CHEMINS de FER du MAROC

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 199.998.000 F
SIÈGE SOCIAL: 280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS (7e)
Registre du commerce: tribunal de la Seine n° 184352.

Avis aux obligataires.

MM. les porteurs d'obligations 5 1/2 0/0 1950, de la Compagnie des chemins de fer du Maroc, sont informés qu'il sera procédé le 17 septembre 1951, à quinze heures, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris, au tirage au sort des obligations qui doivent être amorties le 15 novembre 1951.

Le conseil d'administration.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

Mme Yvonne Fourneret, sans profession, épouse de M. Maxime-Louis Monin, infirmier, demeurant à Dijon, 36, rue Charles-Briffaut, et ce dernier qui l'assiste et l'autorise, ladite dame agissant ès qualités de tutrice de sa fille mineure Colette-Andrée Fourneret, née le 29 mai 1936 à Dijon, sollicite ès qualités l'autorisation de changer le nom patronymique de la mineure en celui de Monin.

M. Raoul Ebstein, né à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) le 23 septembre 1926, demeurant à Paris, 54, rue Saint-Sabin, actuellement sergent aviateur à la 2e escadre de chasse à Longvic-Dijon, présente une requête au garde des sceaux afin d'être autorisé à substituer à son nom patronymique celui de Raoul Esteyne.

M. Levy (Paul), né le 5 juillet 1919 à Paris, y demeurant 2, avenue de Friedland, présente une requête au garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Chennevière ou subsidiairement Buhler.

DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES
(Décret du 16 août 1901.)

30 juillet 1951. Déclaration à la sous-préfecture de Douai. **Société de Chasse de Villers-au-Tertre.** But: conservation et protection du gibier; répression du braconnage. Siège social: mairie de Villers-au-Tertre.